

# Le revenu de citoyenneté, mesure phare du « Mouvement 5 étoiles »

*Cristina Nizzoli, chercheuse à l'IRES*

# Un système de protection sociale fragmenté

---

## Une sécurité sociale résiduelle non encadrée au niveau national

- Lorsqu'en 1977 l'assistance sociale et les services sociaux sont confiés aux Régions, aucune règle ni objectif communs ne sont définis
- Si le salaire garantit au travailleur une existence « libre et digne » (Constitution, art. 4), le système de Sécurité sociale doit intervenir pour garantir le maintien de moyens d'existence à ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins par le travail
- Absence de cadre commun au niveau national
- Système mixte de protection sociale → la Sécurité sociale est financée par les cotisations versées par les salariés, les employeurs, les travailleurs indépendants et ceux qui exercent une profession libérale, ainsi que par les recettes fiscales

# Les expérimentations de revenu minimum (I)

---

## Des mesures sur des territoires pilotes...

- (1999) **revenu minimum d'insertion (RMI)** : Habiter dans la commune depuis 12 mois ou 36 mois (pour les hors UE); le RMI est le différentiel entre le seuil de pauvreté et le revenu perçu; pouvoir discrétionnaire des communes concernant l'attribution et le renouvellement. Couverture: alors que 8,6% des foyers vivent sous le seuil de pauvreté, seulement 0,2% des foyers italiens bénéficient du dispositif
- (2002) **revenu de dernière instance** : il n'a jamais vu le jour
- (2008) « **social card** » : 40 €/mois (480 € annuels) versés sur une carte aux personnes ayant un revenu imposable annuel inférieur à 6000 € et dont le foyer est composé d'enfants entre 0 et 3 ans ou d'adultes de + de 65 ans. Couverture: alors que 6,8% des foyers italiens vivent sous le seuil de pauvreté, seulement 1% des foyers bénéficie du dispositif

# Les expérimentations de revenu minimum (II)

---

## ... désormais couplées avec des mesures d'activation

- (2016) **soutien pour l'inclusion active (SIA)** : carte prépayée; territoires pilotes (12 villes); le projet de « réinsertion sociale » oblige les bénéficiaires à suivre une formation professionnelle ou un programme éducatif
- (2017) **revenu d'insertion (REI)** : carte prépayée; le revenu imposable annuel doit être inférieur à 6000 €; le foyer doit compter une femme enceinte, des mineurs ou des personnes handicapées; le montant peut atteindre 535 € pour un foyer composé de 5 personnes; le projet de « réinsertion sociale » est aussi prévu. Durée : 18 mois renouvelable 12 mois

# Le revenu minimum version « 5 étoiles »

Cheval de bataille du M5S lors des élections de 2018, le projet de loi sur le revenu de citoyenneté (RdC) est présenté au Sénat par le M5S déjà en 2013

# Pauvres, mais Italiens

---

- Le montant doit permettre d'atteindre un revenu de 780 €
- L'argent est versé sur une carte prépayée valable dans plusieurs magasins (pas d'espèces)
- Durée: 18 mois (il peut être renouvelé sous conditions)
- Pour limiter l'accès aux étrangers, la clause de la résidence en Italie depuis au moins 10 ans est introduite

# Les critères pour pouvoir en bénéficiair

---

- Les ressources du foyer doivent être inférieures aux seuils suivants :
  - valeur ISEE (Indicateur de la Situation Economique Equivalente) inférieure à 9 360 €
  - un revenu familial inférieur à 6 000 € par an (multiplié par 1 pour une personne et augmenté de 0,4 par adulte supplémentaire, de 0,2 par mineur, dans la limite de 2,1). Si le ménage est locataire de son logement, le seuil s'élève à 9 360 €
  - patrimoine immobilier (sans prendre en compte le logement occupé) inférieur ou égal à 30 000 €
  - patrimoine mobilier inférieur ou égal à 6 000 € pour une personne vivant seule (+ 2 000 € pour chaque personne en plus, dans la limite de 10 000 €)
- Aucun membre du foyer ne doit posséder de bateau ni avoir immatriculé de voiture pour la première fois dans les 6 mois précédant la demande

# Le budget prévu pour le Rdc et les coupes

---

## Pour le RdC

- + 7 milliards d'euros pour financer le RdC en 2019 (contre 9 milliards prévus au début)

## Coupes

- - 1,3 milliards d'euros (2019-2021) sur l'immigration
- - 3,9 milliards d'euros (2019/2021) sur l'éducation
- - 2 milliards d'euros (2019) sur la santé
- Gel des titularisations dans la fonction publique

***Le financement du RdC s'accompagne de coupes budgétaires importantes***



# La rhétorique des mesures d'activation

## ■ Des «mesures anti-canapé» (Luigi Di Maio) sont prévues:

- Dès la troisième offre d'emploi refusée, le bénéficiaire est radié. La deuxième offre peut concerner un poste en dehors du périmètre géographique du demandeur (jusqu'à 200 km du domicile) et la troisième peut concerner un poste partout en Italie

### L'arrivée des « mesures anti-canapé »



- Les bénéficiaires doivent signer un « Pacte pour le travail » auprès des Centres pour l'emploi et sont obligés de fournir 8 heures de travail hebdomadaire non rémunéré à la collectivité

# L'actualité

---

- Depuis le 6 mars 2019 on peut en faire la demande sur le web, auprès de la Poste et des Syndicats (les CAF)
- Jusqu'à 6 ans de rétention sont prévus pour toute personne donnant de faux renseignements en vue de l'obtention du revenu
- Les entreprises prêtes à embaucher un bénéficiaire du RdC percevront 780 € sous forme de déductions fiscales
- Les Centres pour l'emploi qui sont censés suivre les demandes ne sont toujours pas en fonction (prévue l'embauche de 6000 contractuels)



# Les premiers recours sont prévus

- Sur la compétence des Centres pour l'emploi. Alors que ces Centres relèvent de la compétence des Régions, le gouvernement a décidé que les 6000 contractuels seront embauchés par le biais d'un concours au niveau national
- Sur l'exclusion des étrangers résidents en Italie depuis moins de 10 ans



Nizzoli, Cristina. « Le revenu de citoyenneté comme programme phare du Mouvement 5 étoiles », Chronique Internationale de l'IRES, vol. 164, no. 4, 2018, pp. 96-104.